



<https://fopref-smi.fr/>

120 ANS DE LA LAÏCITÉ

La Laïcité, Principe Fondamental du Service Public

Dans le contexte actuel de débats répétés concernant l'application de la loi du 9 décembre 1905 et la place de la laïcité dans les services publics, notre syndicat **FO PREF SMI réaffirme avec force son engagement envers la laïcité et la loi de séparation des Églises et de l'État.**

Cette loi est guidée par l'aspiration à la liberté, comme l'indique son premier article : **« La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public. »**

La neutralité de l'État est intrinsèquement liée à la liberté de conscience des citoyens.

Pour FO, ce principe est indissociable de l'exercice des missions publiques :

- Il protège à la fois les usagers et les agents.
- Il assure l'égalité de traitement.
- Il maintient la neutralité et l'impartialité des services publics.

FO rappelle que la laïcité n'est ni une option ni une opinion, mais un principe républicain qui permet à chacun de vivre librement ses convictions tout en respectant les règles communes.

**LIEN DE LA VIDÉO EN
CLIQUANT
DIRECTEMENT SUR
L'IMAGE**



La laïcité, c'est la liberté de croire, de ne pas croire, de ne plus croire ou de changer de religion.

Le principe de laïcité, inscrit dans la Constitution, garantit la liberté de conscience, assure aux croyants et aux non-croyants le même droit à la liberté d'expression de leurs croyances ou convictions et permet, par la séparation des Églises et de l'État et la neutralité de la puissance publique vis-à-vis de tous les cultes, l'égalité de tous devant la loi sans distinction de religion ou de conviction.

Idées reçues sur la laïcité

La laïcité est une valeur, une opinion.

FAUX.

La laïcité n'est ni une valeur, ni une opinion, elle est un principe constitutionnel qui garantit la liberté de conscience et la liberté d'expression des institutions publiques et des organisations religieuses et l'égalité de tous devant la loi.

La laïcité interdit à l'État de porter ses religions.

FAUX.

Le fait de ne reconnaître aucun culte signifie que l'État ne traite de manière égale, avec la même considération, d'ailleurs au sein du Gouvernement, le ministre de l'Intérieur est chargé du dialogue avec les représentants de toutes les religions.

La laïcité n'oppose pas pratiques religieuses.

FAUX.

La loi du 9 décembre 1905 garantit la liberté de conscience, et la liberté d'adhérer ou non à un culte. À ce titre, l'État protège les citoyens contre les menaces dont ils pourraient être victimes vivant par exemple à l'étranger à exercer un culte ou à détenir d'en exercer un.

COMPRENDRE LA LAÏCITÉ

Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi.

(Article 10 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, 26 août 1789)

La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale.

(Préambule de la Constitution, 4 octobre 1958)

La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public.

(Article 1er de la loi du 9 décembre 1905)

La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte.

(Article 2 de la loi du 9 décembre 1905)

La liberté de conscience et le libre exercice du culte sont garantis

Puis-je manifester mes convictions religieuses dans l'espace public ?

Oui, par des tenues et signes religieux, dès lors qu'ils ne constituent pas un trouble à l'ordre public. En revanche, la dissimulation du visage dans l'espace public, quel que soit le motif, est interdite par la loi du 11 octobre 2010.

Oui, par des manifestations religieuses, telles que des processions ou des cortèges, dès lors qu'elles sont déclarées à l'autorité compétente et qu'elles ne portent pas atteinte à l'ordre public.

Salarié d'une entreprise privée, puis-je manifester mes convictions religieuses au travail ?

Oui, il est permis d'exprimer des convictions religieuses dans l'entreprise. Toutefois, certaines limites peuvent être imposées :

- si elles sont justifiées par la nature des missions, pour des raisons de santé, de sécurité ou d'hygiène sanitaire ;
- si le règlement intérieur de l'entreprise le prévoit, pour des motifs autorisés par le code du travail.

L'État et les religions sont séparés et indépendants

L'État peut-il subventionner un culte ?

Non. La loi du 9 décembre 1905 de séparation des Églises et de l'État interdit à l'État de subventionner les associations cultuelles et de salarier les ministres du culte. Ainsi, l'État est neutre à l'égard des religions. Des dispositions particulières sont toutefois applicables dans certaines régions (notamment en Alsace-Moselle).

Les agents publics peuvent-ils manifester leurs convictions religieuses ?

Non, pas dans l'exercice de leurs fonctions. La neutralité de l'État interdit aux agents publics de manifester leurs convictions religieuses dans le cadre du service, pour garantir l'égalité de traitement des usagers du service public.

La liberté religieuse des usagers du service public est garantie

En tant qu'usager, puis-je porter un signe d'appartenance religieuse lorsque je me rends dans un service public ?

Dans les services publics, les usagers ne sont pas soumis à l'obligation de neutralité, ils peuvent donc porter un signe d'appartenance religieuse dans des espaces, sous réserve de certaines limitations posées, par exemple pour la vérification d'identité à l'occasion de la délivrance de titres d'identité.

Accueil

LE SAVIEZ-VOUS ?

La Charte de la laïcité dans les services publics est accessible sur le site laicite.gouv.fr

Hospitalisé, ai-je la possibilité de pratiquer mon culte pendant la durée de mon hospitalisation ?

Oui, l'hôpital garantit aux patients la libre pratique de leur culte et la manifestation de leurs convictions religieuses. À ce titre, il est la possibilité de rencontrer un représentant de leur culte. Les patients hospitalisés peuvent procéder à leurs prières librement, dans la limite du bon fonctionnement du service (nécessaire de réaliser des actes médicaux à l'heure prévue pour la prise par exemple) ou de la liberté d'autoriser (partageant avec un autre patient).

Élève d'un établissement scolaire public, puis-je manifester mes convictions religieuses ?

La liberté de conscience de tous les élèves est garantie au sein des établissements scolaires publics. La manifestation des convictions religieuses est cependant encadrée, le port de signes ou tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse est interdit.

En revanche, les étudiants à l'université peuvent manifester librement leurs convictions religieuses, sous réserve de ne pas perturber le déroulement des activités d'enseignement et le fonctionnement normal du service public.

Existe-t-il des restrictions au droit des usagers d'exprimer leurs convictions religieuses dans le service public ?

Le droit des usagers d'exprimer leurs convictions religieuses dans les services publics peut être limité en raison de contraintes découlant notamment des nécessités du bon fonctionnement du service ou des impératifs d'ordre public, de sécurité, de santé ou d'hygiène.

Ces restrictions peuvent être différentes selon la nature du service public fréquenté par l'usager et faire l'objet de précisions dans le règlement intérieur du service ou dans les chartes auxquelles il convient de se référer (ex. : Charte de la laïcité à l'école ou Charte de la personne hospitalisée). Ainsi, par exemple, les usagers doivent respecter la neutralité du service public en ne distribuant pas de tracts religieux au sein d'un service public.

SÉNAT : DEUX MESURES PHARES POUR LES FONCTIONNAIRES DANS LE PLF 2026

Le Sénat a adopté, les 13 et 15 décembre, deux amendements gouvernementaux visant à améliorer les conditions des agents publics dans le cadre du projet de loi de finances (PLF) 2026.

Un congé pathologique allongé pour les femmes enceintes.

Le premier amendement, adopté le 13 décembre, allonge de 7 jours (passant de 14 à 21 jours) le congé pathologique des femmes fonctionnaires enceintes, leur garantissant un maintien de salaire à 100 %. Cette mesure, d'un coût estimé à 4 millions d'euros, vise à compenser la baisse de rémunération des arrêts maladie ordinaires, passée de 100 % à 90 % en 2025.

Les syndicats, bien que saluant cette avancée, la jugent insuffisante pour couvrir toutes les situations.

Pérennisation des ruptures conventionnelles.

Le second amendement, voté le 15 décembre, pérennise le dispositif de rupture conventionnelle pour les fonctionnaires titulaires, expérimenté depuis 2019. Ce mécanisme, qui permet une séparation à l'amiable avec indemnité, avait bénéficié à 7 403 agents et 1 978 contractuels pour un montant total de 186,4 millions d'euros. Les administrations plébiscitent sa poursuite.

Ces mesures, portées par le ministre délégué David Amiel, doivent encore être définitivement approuvées par le Parlement.

Une avancée sociale ou un ajustement insuffisant ?



Lors de la Formation Spécialisée du CSA de Réseaux des préfectures et des SGCD du lundi 15 décembre 2025, nos représentants ont souhaité quitter la salle face à une administration qui pratique un dialogue de sourds.

Vos représentants ont travaillé depuis des mois sur des sujets comme les visites de site afin d'avancer concrètement au sein de vos services !

Nos propositions, notre travail ont été balayés d'un revers de main par une administration frileuse !

**INÉQUITÉ DE
TRAITEMENT
ENTRE LES
PÉRIMÈTRES AU
SEIN DU
MINISTÈRE DE
L'INTÉRIEUR**



**“ LA PRÉVENTION N'EST PAS UNE OPTION,
C'EST UNE OBLIGATION “**

FO CLAQUE LA PORTE DE LA FS CSAR

Refus de l'administration de mettre à l'ordre du jour les points demandés par **FO Préfectures SMI**

- Protocole de reprise de travail pour les agents de retour de Congés Longue Maladie (CLM) et Congés Longue durée (CLD)
- Point sur la PSC et dysfonctionnements
- Bilan conseils médicaux
- Communication sur la prise en compte des pathologies liées à la féminité (ménopause, endométriose)

**RUPTURE DU DIALOGUE SOCIAL DE L'ADMINISTRATION :
INACCEPTABLE !!!**

Refus de l'administration d'aligner les visites de site de la FS Préfectures et SGCD sur celles du périmètre Police.

Même ministère mais deux protocoles très éloignés !

Lenteur de l'administration sur le dossier du plan RPS,
7 mois entre deux réunions du groupe de travail
Le pilotage de la prévention au MI quasi absent !

**FO Préfectures et SMI est présente pour défendre
les agents des préfectures, sous-préfectures et SGCD.
Force est de constater que l'administration n'a aucune
considération pour ses personnels et leurs représentants.**

**LE PREMIER SYNDICAT DES PREFS, SGCD, SGAMI ET JA
FO-PREFECTURES@INTERIEUR.GOUV.FR**



15/12/2025

NOTRE SYNDICAT N'EST PAS UN SYNDICAT DE REPRÉSENTATION !

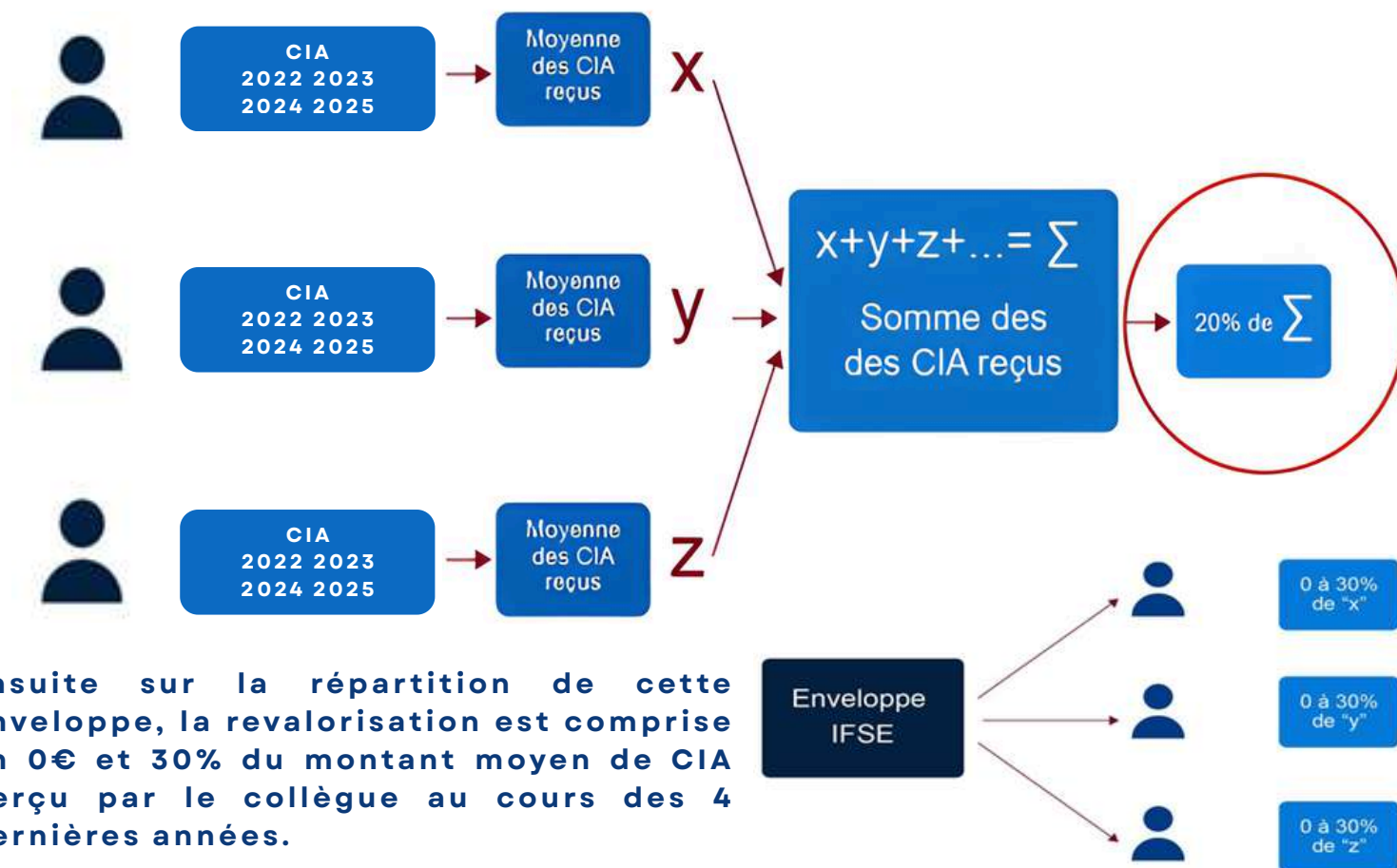
LA COGESTION NE FAIT PAS PARTIE DE NOTRE ADN

**NOUS PORTONS DES REVENDICATIONS POUR AMÉLIORER
VOS CONDITIONS DE TRAVAIL**

REVOYURE DE L'IFSE

COMMENT FONCTIONNE LA REVOYURE DE L'IFSE ?

Le calcul de l'enveloppe du service est la moyenne des additions des montants de CIA perçu des 3 années précédentes et l'année en cours (exemple REVOYURE 2025, on comptabilise les années 2022, 2023, 2024 et 2025).



Ensuite sur la répartition de cette enveloppe, la revalorisation est comprise en 0€ et 30% du montant moyen de CIA perçu par le collègue au cours des 4 dernières années.

QUI PEUT BÉNÉFICIER DE LA REVOYURE DE SON IFSE ?

les titulaires (même ayant bénéficié d'une revalorisation de l'IFSE suite à un avancement) des filières administrative, technique ou numérique avec une ancienneté de 4 ans sur le même poste entre le 1er janvier 2025 et le 31 décembre 2025. **IMPORTANT** le montant de la revoiture est socié à votre IFSE.

Une exception pour les collègues affectés aux services des Étrangers et de la filière sociale, ou la revoiture est calculée après une présence minimum de 3 ans entre le 1er janvier et le 31 décembre 2025.

NOS DÉLÉGUÉ(E)S RESTENT A VOTRE DISPOSITION POUR RÉPONDRE À VOS INTERROGATIONS SUR CE SUJET

Notre chaîne WhatsApp **FO PRÉFECTURES ET DES SERVICES DU MI** est à votre disposition !!

📱 Pour celles et ceux qui utilisent WhatsApp, c'est simple et rapide : il vous suffit de cliquer sur le lien ci-dessous pour accéder directement à notre chaîne et rester informé.e en temps réel :

👉 <https://whatsapp.com/channel/0029VaoShAwFHWq565ne0k0T>

Cette chaîne s'adresse à l'ensemble des personnels des préfectures, des sous-préfectures, des SGCD, des SGAMI ainsi que des juridictions administratives.

🔔 Abonnez-vous pour ne rien manquer de l'actualité syndicale, des informations importantes et des actions à venir !

Bonne visite à toutes et tous, et à très bientôt sur WhatsApp !

vous avez également la possibilité de suivre l'actualité sur notre site internet !!

C'est très simple, il vous suffit de cliquer sur le lien suivant :
<https://fopref-smi.fr/>

ou de scanner directement ce QR CODE



**CLIQUEZ SUR L'IMAGE
POUR LANCER LA VIDEO**



**NOTRE SYNDICAT FO PREF SMI
VOUS SOUHAITE
DE JOYEUSES FÊTES
DE FIN D'ANNÉE**

**DEFENDRE LA QUALITÉ
ET LES CONDITIONS DE
TRAVAIL**

**REJOIGNEZ
LE PREMIER SYNDICAT
DES PREFS SGCD SGAMI JA**



FO PRÉFECTURES
ET DES SERVICES
DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

UNITÉ.MI
FO